



## ACTES DU COLLOQUE DES SCIENCES, CULTURES ET TECHNOLOGIES



THÈME :

ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET POLITIQUES PUBLIQUES : ENJEUX ET SOLUTIONS APPLICABLES  
POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIÉTAL



**22 au 26 septembre 2025,**  
Université d'Abomey-Calavi



## **EDITION ET PUBLICATION :**

### **Conseil scientifique**

Directeur de publication :	AVLESSI Félicien
Secrétaire :	SAIDOU Aliou
Membres	FANOU FOGNY Nadia
	ADEOTI Adeola Zouri-Kifouli
	SEMASSOU Clarence
	DASSOU Hospice G.
	TOSSOU Charles
Edition graphique :	DEGUENONVO Saldace
Impression :	HOUNGNIMON Denis



**COMITE SCIENTIFIQUE  
D'EVALUATION ET DE SELECTION DES RESUMES  
ET POSTERS**

Président :	KPENAVOUN CHOGOU Sylvain
Responsable de section :	KAKAÏ Hygin
Evaluateurs :	ADELOUI Arsène Joel
	GUEDEGBE Igor

# **ACTES DU COLLOQUE DES SCIENCES, CULTURES ET TECHNOLOGIES**

---

## **Résumés / Abstract**

### **ÉDITEUR**

Conseil Scientifique de l'Université d'Abomey-Calavi

Téléphone : (+229) 01 21 36 00 74 | Email : conseil.scientifique@uac.bj

1er prix : 150.000  
Cent Cinquante Mille  
francs CFA  
2ème Prix (MINIBE LAMBONI)

# **SOMMAIRE**

---

## **Sciences Juridiques, Politiques, et Administratives**

**Section: Droit et Sciences Juridiques : SJPA-DRT & SCce JUR .....6**



# **Sciences Juridiques, Politiques, et Administratives**

---

Section : Droit et Sciences Juridiques : SJPA-DRT & SCce JUR

#390

**LES DROITS DES COMMUNAUTÉS LOCALES ET L'EXPLOITATION MINIÈRE DANS LA PARTIE EST DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO**

LINGOFO BOLANGA Jean-Paul

**Résumé**

La RD Congo regorge en elle seule d'importants gisements des minerais stratégiques comme : le cuivre, le cobalt, l'uranium, l'or, le diamant, le coltan, etc. ; sans lesquels il serait difficile d'assurer la continuité du développement technologique du monde actuel. La partie Est du pays n'a jamais cessé de faire l'objet de convoitise des multinationales et des puissances occidentales à cause de la qualité et de la quantité de ces minerais stratégiques qu'elles regorgent. La question soulevée est celle de savoir comment les activités minières impactent-elles les droits des communautés locales? L'objectif est de dégager une étude qui prend en compte à la fois les droits des communautés locales face aux conséquences des activités minières. La période prise en compte court de 2016 à 2020. Pour réaliser cette étude, nous avons fait recours à la méthode juridique qui nous a permis de faire l'exégèse des différents textes juridiques régissant le secteur minier, les droits individuels et collectifs des personnes, pour les confronter aux faits du terrain. Cette méthode a été appuyée par plusieurs techniques de collecte des données, entre autres la technique documentaire, la technique d'entretien non structuré et la technique d'observation. Les résultats ont montré que les impacts des activités minières vis-à-vis des communautés locales sont considérables parmi lesquels figurent : l'insécurité et la violation des droits humains, le chômage et perte de moyens de subsistance, l'accès difficile à la scolarité et aux soins de santé, l'absence ou l'insuffisance d'indemnisation. En conclusion, le développement durable que devrait impulser et promouvoir l'activité minière dans la partie Est demeurent de simples slogans légaux et règlementaires sans pratique réelle sur terrain. Cette étude propose des pistes de solution rationnelle, appropriée et adaptée devant permettre à l'Etat congolais et tous les acteurs engagés, à tout faire pour le développement durable des communautés locales.

**Mots-clés:** Minerais stratégiques. Droits des communautés locales. République Démocratique du Congo.

#598

**POLITIQUES PUBLIQUES D'ÉDUCATION NUMÉRIQUE ET ENSEIGNEMENT DU DROIT : VERS UNE INTÉGRATION DURABLE DANS LES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS D'EFTP AU BÉNIN**

BAIMEY DAGAN Fagla Allotongnon Karl

**Résumé**

Dans un contexte marqué par la transformation numérique et les exigences croissantes d'une éducation plus inclusive et durable, la présente étude interroge l'effectivité des politiques publiques d'éducation numérique dans l'enseignement du droit au sein des établissements privés d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) du département de l'Ouémé, au Bénin. La problématique centrale réside dans la faible intégration des outils numériques observée dans ces établissements, malgré l'existence de politiques nationales censées en favoriser l'implémentation. Dès lors, comment expliquer ce décalage entre les objectifs institutionnels et les réalités de terrain, et quelles solutions durables pourraient y remédier dans une logique d'économie circulaire ? L'objectif principal de cette étude est d'évaluer le niveau d'intégration des outils numériques dans l'enseignement du droit dans les EFTP privés et d'identifier les leviers politiques, techniques et pédagogiques pouvant favoriser une meilleure adéquation entre politiques publiques et pratiques éducatives. La méthodologie adoptée repose sur une approche qualitative et descriptive : des entretiens semi-directifs ont été menés auprès d'enseignants, de chefs d'établissement et de responsables pédagogiques ; une analyse documentaire des textes officiels (stratégies numériques, politiques éducatives) a également été réalisée. Les résultats révèlent une intégration numérique encore marginale, freinée par le manque d'équipements, l'insuffisante formation des enseignants, et une faible appropriation des politiques publiques par les acteurs locaux. Cependant, des initiatives émergentes montrent que des solutions circulaires – telles que la mutualisation des ressources numériques, la réutilisation d'équipements et la collaboration inter-établissements – peuvent constituer des pistes prometteuses. En conclusion, une gouvernance plus inclusive, soutenue par des politiques adaptées aux réalités des EFTP privés, est indispensable pour construire une éducation juridique durable, fondée sur l'innovation et la résilience. Cette étude invite à une meilleure articulation entre politiques numériques, pratiques pédagogiques et développement sociétal.

**Mots-clés:** innovation pédagogique, compétences numériques, équité éducative, transformation institutionnelle.



RESUMÉ COLLOQUE SCIENTIFIQUE SJPA

**2025**